



GLAAS 2012 RAPPORT

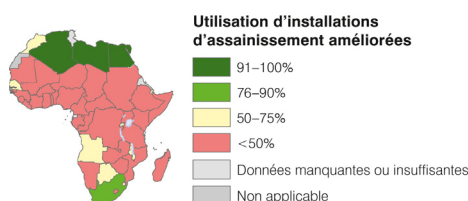
Analyse et Evaluation mondiales de l'ONU-Eau sur l'Assainissement et l'eau potable

LE DÉFI: L'EXTENSION ET LE MAINTIEN DES SERVICES

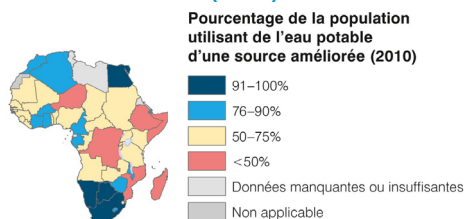
L'analyse et l'évaluation mondiales de l'ONU-Eau sur l'assainissement et l'eau potable (GLAAS) établit un suivi des moyens requis pour étendre et maintenir les systèmes et services de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène. Entre 1990 et 2010, plus de 321 millions de personnes en Afrique ont obtenu un accès à des points d'eau améliorés et

189 millions à des installations d'assainissement améliorées. En Afrique le financement est insuffisant et la capacité institutionnelle d'absorber ce qui est disponible est limité. Le danger de dérapage par rapport à la cible fixée pour les OMD est réel.

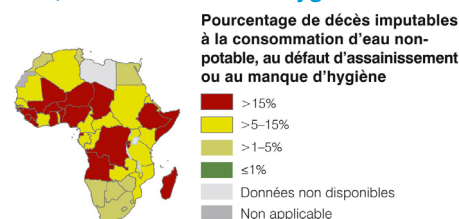
Pourcentage de la population en Afrique utilisant des installations sanitaires améliorées (2010)



Pourcentage de la population en Afrique obtenant de l'eau potable à partir d'une source améliorée (2010)

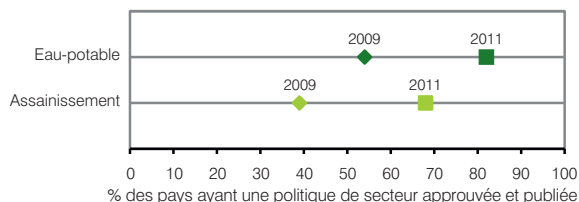


Pourcentage de décès en Afrique attribuables à une insuffisance en eau, assainissement et hygiène

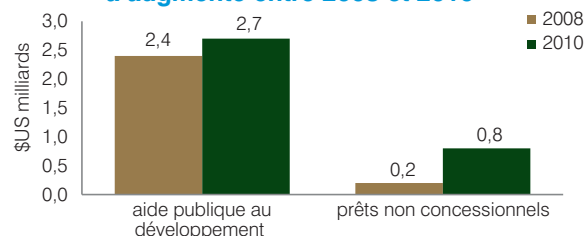


VOLONTE POLITIQUE ET REDEVABILITE: Il y a une volonté politique croissante pour la mise en œuvre des systèmes d'eau, d'assainissement et d'hygiène, qui s'exprime par une meilleure responsabilisation, une planification et une coordination plus efficaces

Les pays Africains font état d'importants progrès dans l'adoption et la publication des politiques sectorielles



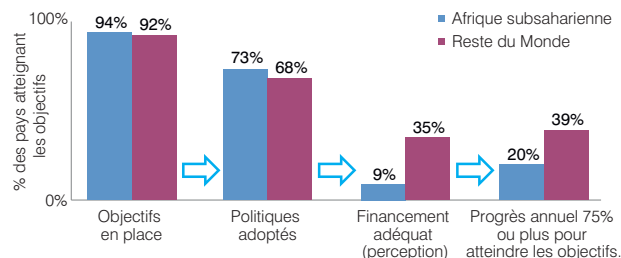
Malgré la crise économique mondiale, l'aide pour l'Afrique en eau, assainissement et hygiène a augmenté entre 2008 et 2010



Plus de 80% des pays en Afrique reconnaissent le droit à l'eau et presque 60% le droit à l'assainissement



Malgré les progrès réalisés sur la définition des objectifs et l'instauration de politiques, les résultats sont insuffisants pour atteindre les objectifs nationaux



En 2011, les pays ont signalé des engagements politiques importants en faveur des services de l'eau, l'assainissement et l'hygiène, un accroissement des fonds alloués, ainsi qu'un leadership et une coordination croissante parmi les organismes de mise en œuvre. Leur majorité a établi, en toute transparence, des objectifs pour la fourniture de services d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'hygiène et a mis en place des politiques de soutien. De nombreux pays évaluent la situation en fonction de ces objectifs. Les pays ont également confirmé le fait que le droit à l'eau et à l'assainissement est de plus en plus adopté dans les lois et les politiques. La responsabilisation peut être améliorée, la plupart des pays n'incluant pas les consommateurs dans

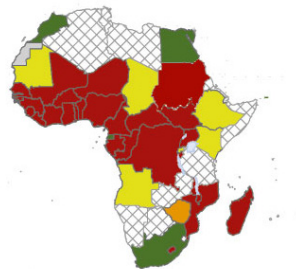
la planification et seule une moitié d'entre eux ont établi des processus réguliers de compte-rendu. Le montant total de l'aide au développement pour l'assainissement et l'eau en Afrique a augmenté entre 2008 et 2010 pour atteindre 2.7 milliards de US \$, avec une augmentation notable des prêts non-concessionnels pour l'assainissement et l'eau.

Malgré ces efforts, la plupart des pays ne réussissent pas à tenir leurs propres engagements nationaux sur l'eau, l'assainissement et l'hygiène. Plus de 80 % des pays sont en retard significatif par rapport aux tendances requises pour atteindre leurs objectifs nationaux en matière d'assainissement et d'eau potable.

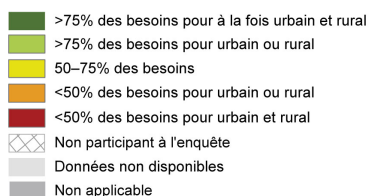
FINANCEMENT INTERIEUR: le financement intérieur est insuffisant pour tous les services de l'eau, l'assainissement et l'hygiène, avec un déficit particulièrement grave pour l'assainissement. Cette situation est exacerbée par les difficultés à dépenser les fonds limités qu'ils reçoivent.

Le financement de l'assainissement en Afrique reste insuffisant

Assainissement, adéquation du financement, 2011



Les flux financiers sont-ils suffisants pour atteindre les OMD?

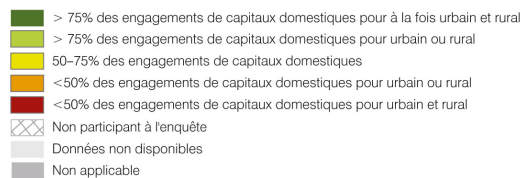


En Afrique le taux d'absorption moyen des engagements des gouvernements centraux est bas

Assainissement, absorption des engagements de capitaux domestiques, 2011

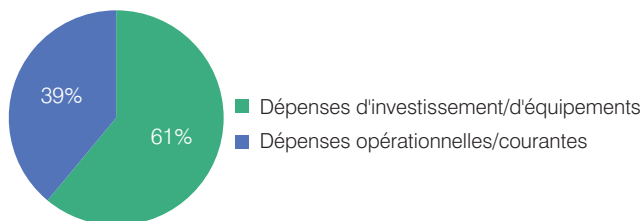


Quel pourcentage des engagements officiels de capitaux domestiques est utilisé?

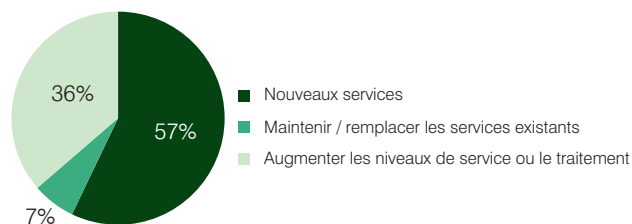


DEVELOPPEMENT DURABLE: Il y a un risque de recul des progrès réalisés à moins qu'une aide suffisante en ressources financières et humaines soit apportée pour soutenir le fonctionnement et l'entretien.

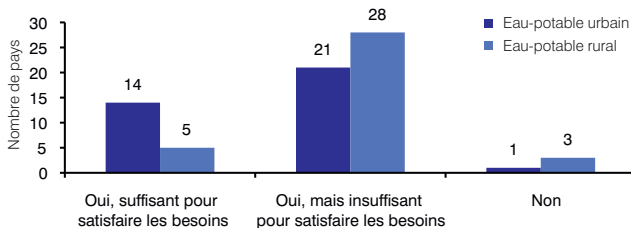
Les gouvernements en Afrique ont indiqué que 39% du financement pour l'eau, l'assainissement et l'hygiène est destiné à soutenir le fonctionnement et l'entretien des réseaux



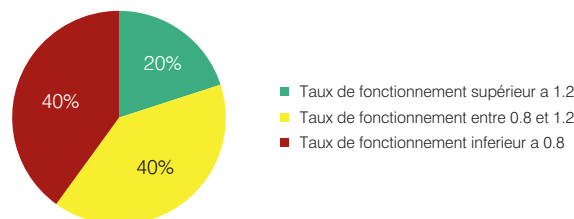
Les données suggèrent que moins de 10 % de l'aide extérieure pour l'Afrique est imputée à l'entretien des services



La plupart des pays en Afrique signale le manque de personnel pour exploiter et entretenir les réseaux d'eau potable urbains et ruraux



Plus d'un tiers des pays en Afrique indique que les recettes couvrent moins de 80 % des coûts d'exploitation pour les services publics urbains.



Y a-t-il suffisamment de personnel pour l'exploitation et l'entretien des réseaux d'eau potable urbains et ruraux?

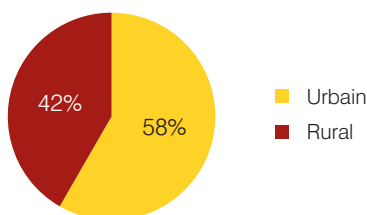
CIBLAGE DES RESSOURCES FINANCIERES

LE FINANCEMENT INTÉRIEUR POUR L'EAU, L'ASSAINISSEMENT ET L'HYGIÈNE PEUT ÊTRE RENDU PLUS ÉQUITABLE

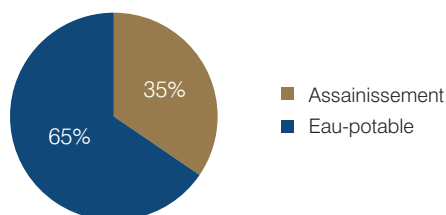
L'eau potable continue d'absorber la majorité des financements, y compris dans les pays où la couverture pour l'alimentation en eau potable est relativement élevée et la couverture pour l'assainissement relativement faible. Les pays indiquent également que les fonds sont imputés de

manière disproportionnée à l'extension des services dans les zones urbaines, même dans les pays où celles-ci sont relativement bien desservies alors que les zones rurales restent à la traîne.

Les fonds sont principalement ciblés vers l'extension des services en zone urbaine

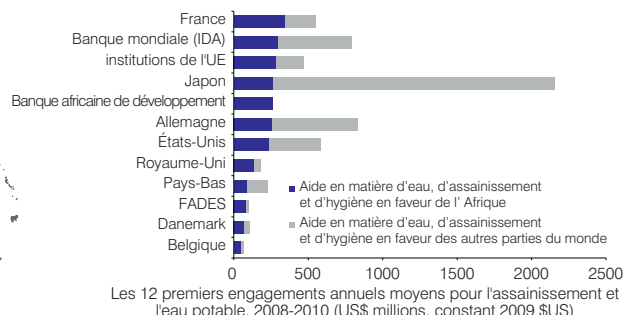
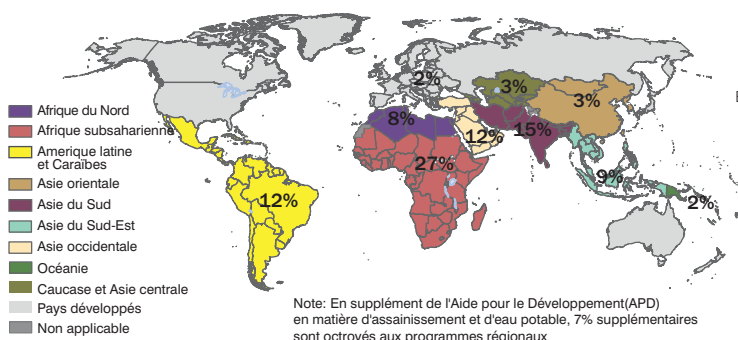


L'eau potable continue de percevoir la majorité du financement pour l'eau, l'assainissement et l'hygiène

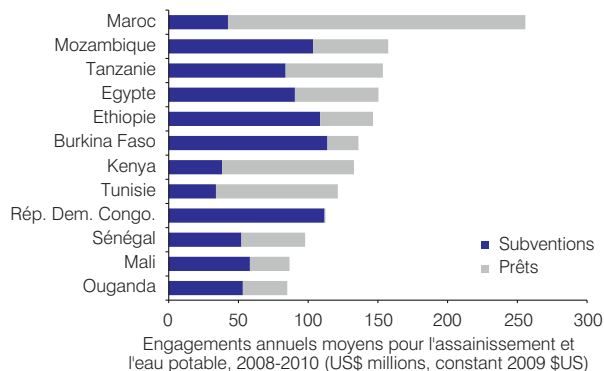
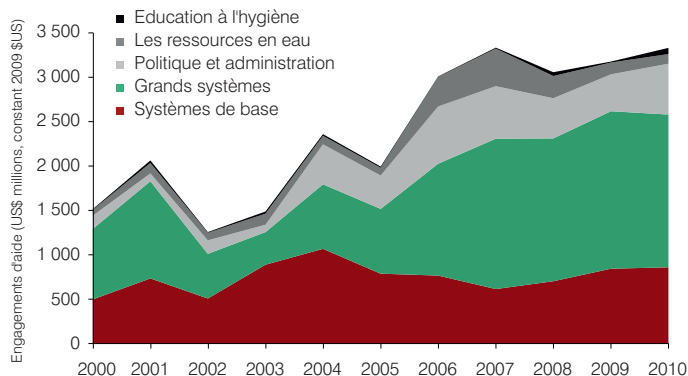


Le ciblage de l'aide extérieure pour l'eau, l'assainissement et l'hygiène peut encore être amélioré pour aider les plus démunis

35% de l'aide pour l'assainissement et l'eau potable est destinée à l'Afrique



L'aide pour les services de base en matière d'assainissement et d'eau potable a augmenté de 16% à 26% de l'ensemble des engagements de l'aide pour l'assainissement et l'eau entre 2008 et 2010



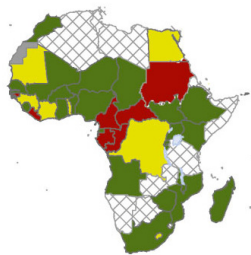
SUIVI ET EVALUATION: L'amélioration du suivi est nécessaire pour générer l'information pour des prises de décision basées sur des preuves

Le recours à des comptes-rendus périodiques pour suivre et évaluer à la fois les performances d'adoption et de services d'assainissement et d'eau potable, est de plus en plus utilisé par les pays comme base pour la planification. Cependant le manque de données solides est une contrainte majeure contre le progrès.

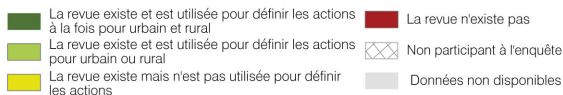
- La moitié des pays n'a pas fait état de l'accès à un assainissement acceptable dans les écoles ou les établissements de soins, ce qui semble indiquer un manque au regard des systèmes et des capacités de suivi.

- Malgré les réponses des pays indiquant clairement l'insuffisance de personnel dans les services d'eau et d'assainissement, seule la moitié de ces pays a été capable de communiquer sur le personnel en place et un tiers seulement serait en mesure d'anticiper sur les besoins en personnel.
- Pour renforcer la collecte des informations financières sur l'eau, l'assainissement et l'hygiène, il faut une méthode harmonisée de suivi des données.

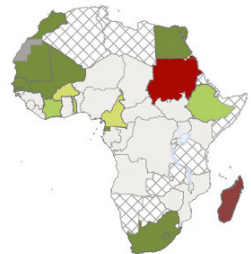
Les comptes rendus périodiques de secteurs en Afrique sont de plus en plus utilisés pour la planification de l'assainissement



Y a-t-il un compte-rendu annuel ou bi annuel sur l'assainissement?



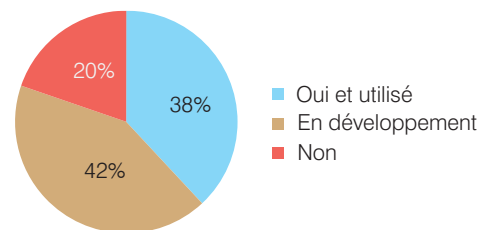
Presque deux-tiers des pays Africains ne peuvent pas fournir de données sur la couverture améliorée en eau potable dans les centres de soins de santé



Quel est le pourcentage des écoles et hôpitaux /centres de santé dans votre pays qui disposent de systèmes améliorés d'alimentation en eau potable ?

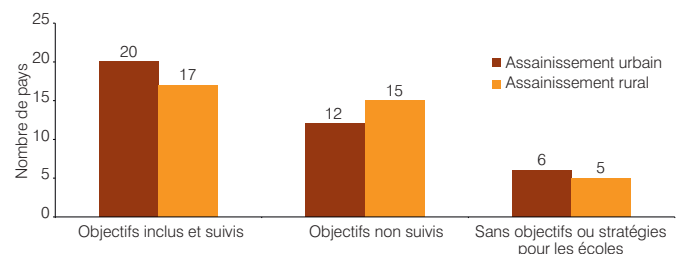


Les pays en Afrique indiquent que seulement 38 % des secteurs urbains/ruraux d'assainissement et d'eau potable reçoivent des informations fiables des systèmes de suivi.



Un système national d'information sur l'assainissement existe-t-il et est-il utilisé pour orienter les prises de décisions?

La moitié des pays Africains ayant répondu ne parviennent pas à contrôler les objectifs établis pour l'assainissement dans les écoles.



Le rapport ONU-Eau GLAAS 2012 présente les données reçues de 75 pays en développement, couvrant toutes les régions des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), 38 pays provenant de l'Afrique du nord et subsaharienne ainsi que 24 agences d'aide extérieure, représentant approximativement 90% de l'aide officielle pour le développement.

Le rapport 2012 s'appuie sur les dernières informations, y compris les données de l'Organisation pour la Coopération et le Développement économique (OCDE), le système de notification des pays créanciers (SNPC) et les données recueillies grâce à deux séries de questionnaires: un pour les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire et un second pour les agences d'aide extérieure. Ces questionnaires ont permis aux pays et donateurs de noter leur progrès et les moyens des services de l'eau, l'assainissement et l'hygiène selon des critères objectifs. Alors que les réponses sont basées sur un consensus de plusieurs parties prenantes nationales et sont soumis à validation, il est reconnu que l'exactitude des réponses peut varier. Ainsi dans une certaine mesure, les réponses doivent être interprétées comme une auto-évaluation des priorités nationales et des donateurs.

Pour plus d'information: www.who.int/water_sanitation_health/glaas ou glaas@who.int

Les appellations employées dans la présente publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation mondiale de la Santé aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. Les lignes en pointillé sur les cartes représentent des frontières approximatives dont le tracé peut ne pas avoir fait l'objet d'un accord définitif.